

Projet d'appui à la réconciliation et au développement communautaire en Ituri

Rapport annuel d'activité 2004



Budget Global	:	3.100.000 USD <i>Avec engagement des bailleurs, à concurrence de :</i> 3.000.000 USD Norvège 100.000 USD PNUD
Zones d'intervention	:	Province de l'Ituri (Nord Est du pays)
Date estimée de démarrage	:	avril 2003
Date effective de démarrage	:	avril 2003
Date estimée de fin de projet	:	avril 2006



Contexte :

Depuis août 2003, la RDC est entrée dans une phase de post conflit, de réhabilitation et reconstruction. Sur la base des accords de cessez le feu de Lukasa signés en juillet 1999 et de l'accord Global et Inclusif signé le 17 décembre 2002 à Sun City, une constitution de transition a été promulguée en avril 2003.

Le pays est depuis engagé dans une phase de transition qui vise à la réunification, la pacification et la reconstruction du pays. Mais la paix reste fragile et dans certaines zones à l'Est du pays, notamment en Ituri, des combats sporadiques ont encore lieu.

L'Ituri avec une superficie de 65.830 km² et une population de près de 4.600.000 habitants est un district de la Province Orientale dont l'économie est essentiellement basée sur l'agriculture, l'élevage et les ressources minières (or et coltan). Le conflit foncier entre les communautés Hema et Lendu s'est transformé depuis 1999 en une guerre civile localisée. L'affaiblissement de la structure étatique et la présence de diverses factions rebelles et des troupes ougandaises a fortement contribué à déstabiliser cette région.

La précarité des conditions de vie demeure toujours préoccupante bien qu'elle se soit considérablement améliorée durant cette année. Il existe encore des poches d'insécurité entretenues par des miliciens qui refusent d'être désarmés. Les prises d'otages ont été considérablement réduites, les camps de déplacés se sont vidés d'eux-mêmes, la couverture de l'aide nécessaire aux déplacés s'est améliorée. Des marchés s'ouvrent les abords des grands axes qui se repeuplent. Cependant, des problèmes demeurent encore : très faible couverture en eau potable ; des épidémies de choléras ont fait des ravages par endroits mais elles ont été circonscrites rapidement.

Progrès vers les résultats :



Les résultats obtenus sont les suivants :

- **Mise en place effective de 6 radios communautaires, pouvant émettre dans un rayon de 80 km (contre 15 précédemment)**
- **Appui à 13 groupes de musiciens (soit 75 personnes) pour la promotion de la pacification et de la réconciliation communautaire**
- **Réhabilitation du Tribunal de Grande Instance de Bunia**
- **Lutte contre le VIH/SIDA à travers la formation de 175 éducateurs et mise en place d'un réseau de partenaires**
- **Réhabilitation des infrastructures sociales :**
 - **Deux écoles primaires réhabilitées (soit 1860 enfants)**
 - **Réhabilitation de 4 centres de soin et de 2 pavillons médicaux (soit 60.000 personnes concernées)**
 - **Accès à l'eau potable pour 60.800 personnes**
 - **Réhabilitation de bâtiments publics à Bunia : bureaux administratifs, stade,...**
- **Réhabilitation des infrastructures routières : 3 projets de réhabilitation de ponts en cours, et de la route Bembey-Bunia**
- **Soutien aux activités génératrices de revenus : 21 microprojets ont été mis en oeuvre**

Contraintes :



Les contraintes principales rencontrées sont:

- **Les conditions de sécurité empêchent une implantation du projet à grande échelle**
- **De la même façon ces mauvaises conditions de sécurité, limitent les déplacements et de ce fait l'efficacité du projet**

Après la grande crise de Djugu et les réponses des FARDC et de la MONUC, la situation a radicalement changé mais précarité des conditions de vie demeure toujours préoccupante bien qu'elle se soit considérablement améliorée durant ce trimestre. Il existe encore des poches d'insécurité entretenues par des miliciens qui refusent d'être désarmés. Ceux-là, une fois localisés, sont poussés hors de leurs zones de prédilection par les FARDC souvent appuyées par la MONUC. Les prises d'otages ont été considérablement réduites, les camps de déplacés se sont vidés d'eux-mêmes, la couverture de l'aide nécessaire aux déplacés s'est améliorée. Des marchés s'ouvrent les abords des grands axes se repeuplent. Cependant, des problèmes demeurent encore : très faible couverture en eau potable ; des épidémies de choléras ont fait des ravages par endroits mais elles ont été circonscrites rapidement